

UN-Secretariat matters A-Pe: UN-Secretariat matters A-Pe - 22

HS L 179:94



Dag Hammarskjöld's saml.

UN/Secretariat matters 1954

Expert Committee on Review of Salaries

and Allowances.

13 July

Letters from D.H. to the Directors-General
of the Specialized Agencies regarding the establishment
of an Expert committee to review the salary and allowance systems

L 779:94

Dag Hammarskjöld's saml.

UN/Secretariat matters 1954

Expert Committee

6-16 July

- 4 letters from D.H. - to Vincent Broustra (Director of
Dept. of Conferences, Foreign Minister,
France)
- 1 letter from V. Broustra - to D.H.

PERSONNELLE ET CONFIDENTIELLE.

MINISTÈRE
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PARIS, LE 9 juillet 1954.

Mon cher Secrétaire général,

Votre lettre du 6 juillet a retenu toute mon attention. Comme vous, nous avons le désir de trouver rapidement une solution au problème que vous évoquez et nous comprenons parfaitement qu'il est de l'intérêt de l'Organisation des Nations Unies, comme du Gouvernement français, de vous présenter des candidats particulièrement qualifiés pour ce poste important.

J'ai naturellement fait part à M. Mendès-France de vos préoccupations et, si les travaux de la Conférence ne lui ~~permettaient~~ pas de vous voir à Genève, vous pourrez vous entretenir en tout cas de tous les aspects de la question avec M. Georges Boris qui accompagne le Président.

.../.

Monsieur Dag HAMMARSKJOELD
Secrétaire général de l'Organisation
des Nations Unies

De mon côté, je vais m'efforcer d'emporter une réponse définitive de la part de MM. Marjolin et Guindey. Si ni l'un ni l'autre ne se décidait, nous nous proposerions de pressentir - je les cite par ordre alphabétique - MM. Marcel Berthelot, ancien ambassadeur de France et ancien secrétaire général pour les affaires allemandes, Gregh, Hirsch, commissaire général au Plan, et Philippe de Seynes.

Vous savez toute l'importance que le gouvernement français attache à ce poste qui a toujours été confié depuis le début à un ressortissant français. Aussi vous me permettez de vous dire en toute franchise qu'il comprendrait mal que vous fassiez appel à une personnalité d'une autre nationalité. Nous sommes d'ailleurs persuadés que vous ne voudrez pas en retenir l'idée./.

Je vous prie, mon cher Secrétaire général, de croire à mes sentiments cordiaux et bien dévoués.

V. Brouilla

le 6 juillet 1954

Mon cher Ministre,

En raison de la tournure défavorable qu'ont prise les événements à New-York lors de la crise du Guatemala, il m'a été impossible de m'arrêter à Paris comme j'en avais eu l'intention. Je le regrette très vivement, car je tenais beaucoup à vous voir; mais vous comprendrez aisément que je n'aie pu faire autrement en raison de l'évolution de la situation aux Nations Unies, dont M. Hoppenot vous a certainement rendu compte.

Vous conviendrez sans peine que je ne puis différer plus longtemps la nomination du Sous-Secrétaire chargé des questions économiques et sociales. Aux deux candidats précédemment envisagés, il conviendrait peut-être d'ajouter M. Gregh, actuellement à Washington, dont le nom m'a été indiqué par M. Ganem et qui, apparemment, doit être considéré comme qualifié pour occuper ce poste. Cependant, pour les mêmes raisons que dans le cas de M. Wormser, je ne crois pas devoir le considérer comme candidat.

Avant tout, il me faut être définitivement fixé au sujet de la décision de M. Marjolin. Je ne crois pas que des conversations privées entre nous puissent donner grand chose. Aussi voudrais-je vous prier de bien vouloir demander à M. Marjolin, tant en mon nom que de la part du Quai d'Orsay, s'il faut vraiment considérer son refus comme définitif, auquel cas nous prendrions aussitôt d'autres mesures. Si, en réponse à la question que vous lui poserez ainsi, M. Marjolin maintient son attitude négative, je vous demanderais de bien vouloir prendre contact avec M. Guindey. Je le connais fort bien personnellement, mais je suis sûr que les choses iraient plus vite si cette offre lui était transmise par le Gouvernement français, surtout si, comme je l'espère, elle est appuyée sans réserve par votre Gouvernement. Je vous serais très obligé de bien vouloir prier M. Guindey de donner sa réponse le plus rapidement possible.

Je veux espérer que nos efforts aboutiront à un résultat définitif au plus tard dans les premiers jours du mois d'août. Si tel ne devait pas être le cas, je crains fort, à mon grand regret, qu'il me faudra pressentir d'autres gouvernements pour procéder

./.

Monsieur Vincent Broustra,
Ministre plénipotentiaire,
Directeur du Secrétariat des Conférences,
Ministère des Affaires Etrangères,
Quai d'Orsay,
Paris, France.

à la nomination du Sous-Secrétaire afin d'assurer le bon fonctionnement du Département des questions économiques et sociales. Je ne le ferais qu'à mon corps défendant, car je tiens beaucoup à ce que ce poste soit confié à une personnalité française de premier ordre, mais, comme je l'ai expliqué à M. Parodi, l'intérêt du service doit l'emporter sur toutes autres considérations.

Peut-être trouverez-vous que j'abuse ainsi de l'aide que le Quai d'Orsay pourrait m'apporter pour me permettre de trouver une solution à ce problème extrêmement important de recrutement. Je sais que je vous mets fortement à contribution, mais si j'agis ainsi, c'est en raison de la part active que vous avez déjà prise à la solution de cette question et aussi parce que je suis convaincu qu'il y va tout autant de l'intérêt du Gouvernement français que de l'intérêt de l'Organisation.

Je vous prie, mon cher Ministre, de croire à mes sentiments très dévoués.

Dag Hammarskjöld
Secrétaire-Général

P.S. Je serais heureux de voir M. Mendès-France s'il doit venir prochainement à Genève, comme je le pense, et de m'entretenir avec lui de cette question entr'autres. Dans l'affirmative pourriez-vous le mettre au courant?

PERSONNELLE ET CONFIDENTIELLE

le 12 juillet 1954

Mon cher Ministre,

Je tiens à vous remercier de votre très aimable réponse à ma lettre du 7 juillet concernant le post de Sous-Secrétaire du Département économique et social.

Egalement je vous suis très reconnaissant de votre promesse de vous mettre en rapport avec MM. Marjolin et Guindey ainsi que des propositions que vous avez bien voulu me faire en ce qui concerne d'autres candidats, parmi lesquels M. Berthelot et M. de Seynes surtout me semblent bien qualifié.

Je me suis permis dans ma dernière lettre de souligner l'urgence de cette question par suite du rôle important que joue ce poste et de mon désir de donner au nouveau chef la possibilité de choisir ses collaborateurs dont le recrutement ne peut plus attendre.

Mon vif désir d'avoir une personnalité de nationalité française pour ce poste restera donc toujours le même car je suis convaincu que cela sera de tous points de vue la solution idéale. Ce que vous dites à la fin de votre lettre correspond entièrement à mes vues personnelles.

Je vous prie, mon cher Ministre, de croire à mes sentiments très dévoués.

Dag Hammarskjöld
Secrétaire-général

Monsieur Vincent Broustra,
Ministre plénipotentiaire,
Directeur du Secrétariat des Conférences,
Ministère des Affaires Etrangères,
Quai d'Orsay,
Paris, France.

PERSONNELLE ET CONFIDENTIELLE

le 16 juillet 1954

Mon cher Ministre,

Permettez-moi de revenir à ma réponse du 12 juillet à votre lettre du 9 du même mois.

En effet, lorsque je vous ai écrit je n'avais pas remarqué que M. Berthelot était né en 1888. Etant donné que notre limite d'âge normale est de 60 ans, ce fait le met évidemment hors de cause. Parmi les Secrétaires-général adjoints actuellement en fonctions deux d'entre eux quitteront le service à la fin de cette année précisément parce qu'ils auront atteint 60 ans dans le courant de 1954.

Je vous prie, mon cher Ministre, de croire à mes sentiments très dévoués.

Dag Hammarskjöld
Secrétaire-général

Monsieur Vincent Broustra,
Ministre plénipotentiaire,
Directeur du Secrétariat des Conférences,
Ministère des Affaires Etrangères,
Quai d'Orsay,
Paris, France.

Letter to Mr. Broustra, Quai d'Orsay
sent in French translation

6 July 1954

Due to the unfavorable developments in New York following the Guatemalan crisis, it became impossible for me to stay over in Paris. I regret that very much indeed, as I was anxious to see you, but I had no choice - as I am sure you understand, in the light of the reports you have undoubtedly received from Monsieur Hoppenot concerning the turn the conflict took inside the United Nations.

As you certainly appreciate, I can no longer wait with recruiting the Under-Secretary in charge of Economic and Social Affairs. To the two previous candidates I might perhaps now add Monsieur Gregh in Washington, whose name has been mentioned by Monsieur Ganem and who obviously must be considered as qualified. All the same, I cannot but regard him only as a second alternative to Monsieur Marjolin.

First of all, I need a final decision from Monsieur Marjolin. I do not believe any private talks will take us any further. Therefore, I would suggest that you ask him on behalf of both myself and the Quai d'Orsay, if his refusal really is to be considered as final, in which case we will immediately take other steps. If Monsieur Marjolin, at such a request, maintains his negative attitude I venture to ask you for help to approach Monsieur Guindey. I know him quite well personally, but I am sure that we would shorten the procedure if the offer to him was transmitted by the French Government, especially if - as I hope will be the case - it can be transmitted with the full endorsement of the Government. I would suggest that you ask Monsieur Guindey to give his reply within a couple of weeks.

Finally, if we should not get anywhere even in the case of Monsieur Guindey, I would - provided that you and the French Government share Monsieur Ganem's appreciation of this candidate - ask you to make an approach, on your and my behalf, along the same lines to Monsieur Gregh.

I hope that these efforts will lead to a definite result at least early in August. If they do not, I feel, reluctantly, that,

I have to take steps for recruitment with other governments in order to safeguard the proper functioning of the Department. I would indeed regret to find myself forced to do so in view of my strong wish to see the post held by a Frenchman of high caliber, but - as I put it to Monsieur Parodi - the task must take precedence before all other considerations.

You may think that I am going too far when in this way I try to draft the help of the Quai d'Orsay in bringing this most important recruitment problem to a solution. I know that I am asking for much, but I feel entitled to do so both by the active interest you have already shown in the problem, and by my conviction that this is a French Government interest no less than it is mine.

P.S. drafted in French

UNITED NATIONS



NATIONS UNIES

letters signed Jensen
16 July 1954 +
sent same day
HP

MEMORANDUM

13 July 1954

TO: THE SECRETARY-GENERAL
FROM: H.C. Andersen, Director
Bureau of Finance
SUBJECT: Letters to Specialized Agencies for signature

AFS 52/2/010

..... I enclose for your signature the letters to the Directors-General of the Specialized Agencies regarding the establishment of an Expert committee to review the salary and allowance systems, which you cleared before your departure from Headquarters. The letters are addressed to the major Agencies which follow the common salary and allowance systems which, along with the UN, formed the Special Committee appointed by the ACC in 1952 to study the question of salary differentials and cost of living adjustments (i.e. ILO, WHO, FAO, UNESCO and ICAO).

..... I have also prepared for your signature a note to each of the other Specialized Agencies, enclosing a copy of the above letter for their information.

..... There are also enclosed two extra copies of the letter to Agencies which you may wish to pass on to Mr. Pelt and to Mr. Hill.

A handwritten signature in dark ink, appearing to read "Jensen".

Copy of letter sent to: Dr. Marcolino Gomes Candau - WHO
Mr. Luther Evans - UNESCO
Mr. A. Morse - ILO
Mr. E.C.R. Ljungberg - ICAO
Dr. V. P. Cardon - FAO

July 1954

Dear

I have had under consideration the advisability of convening in conjunction with the Directors-General of the Specialized Agencies an expert committee to review the existing salary and allowance systems. By the end of 1955 the present systems will have been in operation for five years and I see a distinct advantage in placing before the tenth session of the General Assembly, towards the end of 1955, an independent expert appraisal of the current arrangements. It is my intention that such an expert committee should be convened as early as possible.

While I do not believe that the terms of reference of this particular group should be in any sense as comprehensive as those envisaged by the General Assembly in December 1948 for the Committee of Experts on Salary, Allowance and Leave Systems, I believe you will agree with me that it would be extremely useful to re-examine the present system paying particular attention to the level of salaries for the professional category and above. The working arrangements reported by the Special Committee appointed by the Administrative Committee on Co-ordination, which deal with the principles governing salary differentials and cost of living adjustments for professional and higher grade staff, would, it would appear, fall especially within the scope of such a review. A draft of the proposed terms of reference of the Committee is attached which takes up these particular points and upon which I would value your comment.

.....
As regards the actual composition of the Committee, I had in mind a group of five experts and thought that the United Nations should nominate three of them and the Specialized Agencies jointly, two.

I would appreciate your agreement in principle to the convening of such a committee as well as on the selection of its membership on the lines that I have proposed, with the understanding that I recognize the need in an undertaking of this nature to bring about the maximum co-ordination between the United Nations and the Specialized Agencies and will arrange that all appropriate steps be taken to ensure it.

...../

The full cooperation at an early stage between our respective administrations and the various Staff Associations in the particular organizations would seem to me to be an important question. For my part, I propose to discuss the whole matter fully and frankly with the staff representatives of the United Nations, and I would propose that an opportunity be afforded to the staff during the sessions of the expert committee to make its views known.

It might in any event be necessary to reconvene the Special Committee of the ACC as was proposed during the fifteenth session of the CCAQ; it would be helpful to have your views in due course as to the stage when such a meeting might be most profitable.

There is one point closely related to salaries which I may wish to raise during the ninth session of the General Assembly, namely, the amount of credit for dependents which is granted under the existing United Nations staff assessment plan. The existing credit of a flat \$100 or \$200 does not in my view provide a sufficient distinction between staff members with dependents and those without dependents. While I would wish to keep you informed as fully as possible before taking any official action on this question, vis a vis the General Assembly, I would like to know that from the standpoint of your organization you would have no objection in principle to my taking any reasonable step in this connection which appears to me to be feasible, bearing in mind the overall financial implications.

It has not so far been possible to develop specific proposals in this connection, but the limit of possibility would appear to be an increase in the dependency credit to \$400 rather than \$200.

The above proposals foreshadow some additional burden upon your administrative staff. I am very hopeful that the results of this additional effort will be rewarding and will serve us all in good stead.

Yours sincerely,

Dag Hammarskjöld
Secretary-General

SALARY AND ALLOWANCE SYSTEMS

REVIEW COMMITTEE

Terms of Reference

1. The Committee will make a comprehensive review of the salary and allowance systems of the United Nations and of those Specialized Agencies which follow the common plan.
2. In making its review the Committee will give particular attention to the level of salaries for the Professional Category and above, and to the question of salary differentials, cost of living adjustments and currency of payment.
3. The Committee will be free to comment on the salary grading structure although this is not regarded by the Organizations as being a problem at the present time.
4. The Committee will submit its final report, simultaneously, to the Secretary-General of the United Nations and to the Directors-General of the Specialized Agencies participating in the review.
5. It will be expected that the Committee submit its final report not later than in March 1955.

3 copies

July 1954

Dear Mr. Black,

..... I enclose for your information a copy of my letter of even date addressed to the Specialized Agencies which, together with the United Nations, formed the Special Committee of ACC which was established in 1952 to consider the question of salary differentials and cost of living adjustments.

You will perhaps be interested in certain aspects of the review to be made by the proposed committee of experts, in which case I shall be glad to receive any suggestions or comments you may wish to offer.

Yours sincerely,

Dag Hammarskjöld
Secretary-General

Mr. Eugene R. Black
President
International Bank for Reconstruction
and Development
1818 'H' Street, N.W.
Washington 25, D.C.